

## Au Burundi, cinq candidats se retirent de la présidentielle du 28 juin

RFI, 01 juin 2010 Au Burundi, cinq candidats de l'opposition jettent l'éponge. Ils ont décidé de se retirer de la course à la présidentielle du 28 juin prochain qu'ils estiment d'ores et déjà truquée. Parmi eux : Agathon Rwasa, le chef de l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL). Seuls deux candidats restent en lice : le président sortant Pierre Nkurunziza, désormais ultra favori, et Yves Sahinguvu, le premier vice-président actuel et candidat du principal parti tutsi Uprona. Officiellement, les cinq candidats viennent de se retirer de la course à la présidentielle parce qu'ils refusent d'être soumis à des cautions démocratiques d'un processus électoral qui n'a plus de sens.

Le chef des ex-rebelles des FNL, Agathon Rwasa, qui faisait figure de principal adversaire au président sortant, Pierre Nkurunziza, a expliqué qu'il refusait de participer à une élection truquée dont les résultats sont connus d'avance. Outre Agathon Rwasa, l'ancien président Domitien Ndayizeye du parti Frodebu, l'ancien journaliste Alex Sinduhije, Pascaline Kampayano, femme candidate et qui se présentait au nom de l'UPD (Union pour la paix et le développement), et Léonard Nyangoma, chef historique de la rébellion hutu au Burundi, ont retiré leur candidature mardi 1er juin. Un schisme politique dont on ne peut pas deviner les conséquences pour le moment. Pas de fraude massive disent l'Union européenne et la société civile. Les cinq candidats de l'opposition burundaise ont voulu être consultés avec eux-mêmes. Depuis une semaine, treize partis rejettent les résultats des communales du 24 mai caractérisés, selon eux, par des fraudes massives orchestrées par le parti au pouvoir, grand vainqueur de ce scrutin selon les résultats provisoires rendus publics par la CENI (Commission électorale nationale indépendante). Le problème, c'est que les missions d'observation de l'Union européenne, celle de la société civile du Burundi estiment que ces communales sont déroulées dans le calme et la sérénité suivant les normes démocratiques internationales. La CENI a donc beau demander à ces partis d'opposition de produire des preuves de leurs allégations. L'opposition a donc décidé de tout le processus électoral, c'est-à-dire des législatives qui vont suivre également, à moins que les commissions électorales nationales n'annulent les communales et n'organisent un nouveau scrutin. En attendant, un boulevard vient s'ouvrir devant le président Pierre Nkurunziza qui n'aura en face de lui que le seul candidat du principal parti tutsi, Yves Sahinguvu, et qui n'a aucune chance de l'emporter.